



HAL
open science

Groupe de travail sciences sociales et émancipations, produire un espace habitable à l'université

Ariela Epstein, Alfonsina Faya Robles, Américo Mariani

► To cite this version:

Ariela Epstein, Alfonsina Faya Robles, Américo Mariani. Groupe de travail sciences sociales et émancipations, produire un espace habitable à l'université. Emancipation et recherche en éducation. Conditions de la rencontre entre science et militance, 2017, 978-2-36512113-2. halshs-04615646

HAL Id: halshs-04615646

<https://shs.hal.science/halshs-04615646v1>

Submitted on 20 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

GROUPE SCIENCES SOCIALES ET ÉMANCIPATIONS

PRODUIRE UN ESPACE HABITABLE A L'UNIVERSITE

Ariela Epstein, Alfonsina Faya Robles et Américo Mariani

Moins centrée sur l'éducation populaire, bien que nous empruntons à celle-ci un certain nombre de pratiques, que ce qui se réalise au Labocop, l'expérience que nous présentons ici relève toutefois d'une ambition commune d'emprunter des voies alternatives dans nos pratiques de recherche et d'enseignement. Les prenant pour objet, nous partons de nos positions face à celles-ci pour les déconstruire et, à terme, les modifier. Ces positions, ce sont celles de jeunes chercheur.e.s, précaires, subalternes à l'université mais aussi celles d'universitaires, d'intellectuel.le.s, donc plutôt privilégié.e.s dans le monde. Nous ne pouvons pas séparer ces deux expériences ; elles se conditionnent l'une l'autre et se construisent ensemble. Notre position est également politique, elle a pour visée la suppression des rapports de domination¹ ou, autrement dit, les émancipations, au pluriel, parce que ses chemins et ses formes sont multiples.

Ce texte retrace le cheminement des réflexions et des actions aboutissant à la création du groupe de travail « Sciences sociales et émancipations » (SSE). C'est un témoignage où s'enlacent des expériences de formation de collectifs et de groupes à l'université, des revendications anciennes et nouvelles, des prises de conscience de nos positions. C'est, finalement, des possibilités de conformation d'un « nous » dont il s'agit ; possibilités ouvertes par la production d'un espace que nous dirons habitable en tant qu'il se construit de pratiques et de détournements et permet une existence scientifique et politique singulière. S'il s'agit d'élaborer un « nous » situé et non pas abstrait, un « nous » conscient et surtout émancipé, les chemins sont obliques et à reconstruire à chaque moment. C'est du point où nous parlons que nous parvenons à donner une relative cohérence à ce parcours erratique.

Nous discuterons d'abord les conditions de production du savoir et l'organisation du travail au sein de l'université, à l'origine de diverses oppressions au sein des collectifs et d'une angoisse qui se vit individuellement. Ensuite, nous reviendrons sur des expériences concrètes de formation de collectifs, étapes fondamentales de gestation d'un « nous » qui se doit d'être lui-même problématisé. C'est ce que nous ferons dans la dernière partie en comprenant cette formation non pas comme un processus de subjectivation mais comme la production d'un espace habitable.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL A L'UNIVERSITE : L'INQUIETUDE INDIVIDUELLE ET LA MENACE DU « NOUS »

Le postulat de départ de la création d'un groupe tel que SSE naît d'une série de problèmes que nous percevons dans l'université française actuelle. Une université qui ne « fonctionne » pas et qui reflète un système bien plus large, avec lequel nous sommes en rupture. Notre point de départ

¹ Par rapports sociaux de domination, nous entendons les effets structureaux provoqués par des classements et des hiérarchies liées au genre, à la classe et à la race. Ces rapports sont dynamiques et interagissent entre eux.

réside aussi dans notre volonté de rester à l'université, de nous y faire une place, sans pour autant nous plier aux carcans qu'elle impose, en ayant la possibilité de critiquer le savoir qui s'y produit. C'est à cet endroit que se noue la difficulté majeure, il aurait sans doute été plus simple de trancher pour l'une ou l'autre des positions, et d'en accepter les contraintes, mais nous ne nous y résolvons pas.

Les logiques managériales

Nous partons du constat et de l'expérience vécue des angoisses et des déceptions générées par l'organisation du travail universitaire qui transparaissent, par exemple, dans ce témoignage d'une collègue dans un mail privé :

« Les effets de cette politique managériale se traduisent aujourd'hui dans notre quotidien par la charge de travail qui s'accroît chaque année ; l'accentuation du processus de bureaucratisation ; une logique comptable qui domine désormais les logiques pédagogiques ; une logique de projets qui multiplie les procédures et les dossiers à monter ; des évaluations tous azimuts ; la mise en concurrence à différents niveaux ».

La logique managériale se répand non seulement dans l'enseignement supérieur mais aussi dans les instances de recherche, organisée par la fixation d'objectifs définis en termes de rendement et non pas de qualité et d'une évaluation qui s'applique individuellement. Les moyens alloués s'effectuent au « mérite » de ces rendements, par de grandes agences qui suivent elles-mêmes des priorités définies sur des bases politiques et économiques, en dehors du domaine scientifique. Ainsi, la recherche devient elle-même un marché, où les personnes et les instances collectives sont constamment mises en concurrence et où les moyens de production de la connaissance sont de plus en plus concentrés sur quelques « pôles d'excellence ». Il faut rajouter à cette analyse que le manque de postes et le manque de moyens poussent à une précarisation sans précédent des métiers de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR)². Finalement, les emplois du temps professionnels toujours plus chargés envahissent d'année en année la sphère personnelle et cantonnent les moments d'interactions avec les étudiant.e.s aux créneaux des cours. Les injonctions sont fortes et constantes et prennent aussi des formes sourdes. Le pessimisme quant à l'efficacité des mobilisations produit une dépolitisation générale. Beaucoup d'entre nous sont désabusé.e.s et usé.e.s, comme l'atteste la multiplication des burn out. Les conditions de production du savoir accentuent des relations humaines marquées par des rapports d'autorités souvent malsains, dans lesquelles nous sommes pris.e.s, et que l'on peine à nommer précisément. Entre les titulaires de différents niveaux hiérarchiques, les étudiant.e.s et les personnels administratifs et techniques, différentes asymétries construisent une disposition au monde faite de mépris, de méfiances, de sécheresse dans les échanges, qui se répètent dans les couloirs, les réunions scientifiques, l'organisation de la vie des laboratoires et des départements. Dans le travail collectif et les moments d'échanges scientifiques, la répartition de la parole obéit à des règles implicites, elle se distribue spontanément aux plus âgé.e.s, aux plus en vue, aux plus diplômé.e.s. La même chose se reproduit dans les classes où l'accès à la parole devient une épreuve qui peut être profondément douloureuse.

² Sur ce thème, nous renvoyons à une brochure élaborée par le collectif précaires du Mirail, qui rend compte de notre analyse de la précarité à l'université : http://precairesesr.fr/wp-content/uploads/Brochure_precaire_a_l_universite_2016.pdf

Le manque de temps collectifs

Dans nos recherches, toujours plus courtes, et qui doivent donner lieu à toujours plus de productions et de valorisations, se construit un rapport distancé et utilitaire avec nos « sujets d'études ». Écourter les temps de terrain et de lecture, de réflexion et d'écriture comme de préparation de cours mène à la répétition des idées et au bluff. La question du temps mériterait à elle seule un livre entier. Accumulation de dates butoirs, multiplication des tâches périphériques à mener dans des temps toujours plus réduits, temps écourtés pour les différentes tâches, prévision et sujétion aux plannings serrés des projets de recherche : autant de situations amenant à une permanente sensation de débordement et de pénurie de temps. Si cette accélération temporelle a été plusieurs fois soulignée par des chercheur.e.s (à travers les notions de *slow science* et de *désexcellence*³) notamment en ce qui concerne ses effets sur le plan individuel, sur les modalités propres de la production scientifique et sur les formes d'« aliénation » qui en résultent⁴. Nous ajouterons que cela s'accompagne d'un manque non moins chronique de collectif, et a fortiori de temps collectifs pour se voir, échanger, comprendre nos situations. Les temps sont parcellisés, atomisés par activités, et la gestion de ce temps accéléré se vit de manière individuelle mais aussi collective. Combien de doodle pour trouver une date commune pour avancer un projet ? Combien de personnes « débordées » par les cadences accélérées du travail universitaire ? Combien de retards acceptés, banalisés qui s'accumulent ? De la même façon, il y a toujours moins d'enseignant.e.s pour plus d'étudiant.e.s, ce qui dégrade largement les conditions d'apprentissage. Ce fonctionnement s'appuie sur la multiplication des rapports de dépendance, liés le plus souvent à l'allocation des ressources matérielles ou symboliques, et entraînent un véritable blocage des échanges contribuant à l'atomisation générale. Il importe de souligner que cela se prolonge dans l'ensemble des relations tant sur le plan de la recherche, de l'enseignement que de leurs organisations administratives respectives. En cela c'est bien l'organisation (ou la désorganisation) même du travail qui contribue à ce que l'université se dresse autour de nous comme « une puissance indépendante »⁵.

Nous situer dans le monde

Comment alors produire une identité collective qui ne soit pas contrainte par l'ordre des parts et des places ? Comment trouver le temps et l'espace pour des pratiques, et avant tout des pratiques collectives, qui puissent donner lieu et place à d'autres identifications, d'abord dans l'université mais aussi en dehors de celle-ci ? Ce que nous faisons à l'université concerne aussi un rapport au monde. Luc Boltanski, dans *Émancipation, les métamorphoses de la critique sociale*⁶, parle de l'impuissance

³ Gosselain, O.P., 2011, « Slow Science - La désexcellence », *Uzance* n°1, p. 129-140.

⁴ Rosa, Hartmut, *Aliénation et accélération : vers une théorie critique de la modernité tardive*, traduit par Thomas Chaumont, Paris, la Découverte, 2014.

⁵ Nous faisons ici explicitement référence à l'aliénation telle que la décrit K. Marx : « L'extériorisation de l'ouvrier dans son produit signifie non seulement que son travail devient un objet, une réalité extérieure, mais que son travail existe en dehors de lui, indépendamment de lui, étranger, et qu'il devient une puissance autonome face à lui : la vie qu'il a prêtée à l'objet s'oppose à lui, hostile et étrangère. » Karl Marx, *Critique de l'économie politique : manuscrits de 1844*, Paris, France, Allia, 2007, p. 105.

⁶ Cukier, Alexis, Fabien Delmotte, et Cécile Lavergne, (éd), *Émancipation : les métamorphoses de la critique sociale*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2013.

d'une critique qui n'embraye pas sur les mouvements sociaux. Il pose la question de la place des intellectuel.le.s et du travail intellectuel dans la société, des possibles ouvertures de l'université et de la pensée que nous produisons. Nous pensons qu'il existe des savoirs transformateurs et rejoignons les réflexions que C. Delphy faisait à propos du féminisme et des universitaires féministes :

« Utiliser l'université pour le combat féministe débouche nécessairement sur la dénonciation de l'université, sur la dénonciation de la double mystification du discours savant : la première étant qu'il ne fait que paraphraser, redoubler l'idéologie dominante ; la deuxième étant qu'il lui donne la légitimité du mythe de la Science, Pure, Neutre, Universelle. La seule entrée des féministes, ou des préoccupations féministes, dans l'université, ne garantit pas que les ressources de l'université vont être récupérées par nous, c'est-à-dire utilisées contre le rôle de la classe intellectuelle et pour la révolution. »⁷

Nous ne pouvons ignorer que l'université ne fonctionne pas dans le but de libérer les humains des dominations et de l'exploitation. Comment, dès lors, penser et expérimenter les réalités des personnes qui ne partagent pas la notre ? Selon Sartre il s'agit, pour les intellectuel.le.s, de se situer dans le monde : nous n'avons « qu'un moyen de comprendre la société où [nous vivons] : c'est de prendre sur elle le point de vue des plus défavorisés. [...] La seule possibilité réelle de prendre un point de vue distancié sur l'ensemble de l'idéologie décrété en haut, c'est de se mettre aux côtés de ceux dont l'existence même le contredit. »⁸

Ce sont ces pistes qui nous mènent à nous situer collectivement, à la réserve près que nous ne sommes pas tout.e.s des femmes ou des membres d'une catégorie spécifiquement exploitée ou dominée. Nous sommes des jeunes chercheuses non titulaires, qui avons soutenus nos thèses depuis plusieurs années, nous faisons de la recherche sous contrat ou bénévolement et de l'enseignement vacataire, tout en nous efforçant de « faire du CV »⁹ et de préparer des concours. C'est en partant de nos situations individuelles que nous questionnons le savoir universitaire et son rôle dans les émancipations. Un problème auquel nous n'avons pas la prétention d'apporter de solution mais plutôt d'énoncer les voies possibles d'un questionnement ancré dans nos pratiques de recherche et d'enseignement.

DE L'ASSIGNATION AU MOUVEMENT D'UN « NOUS »

Alors que nous faisons aujourd'hui un retour réflexif sur le groupe de travail Sciences sociales et émancipations (SSE), deux expériences collectives apparaissent comme les moments embryonnaires nécessaires pour que celui-ci puisse avoir lieu¹⁰ : l'association Atria et le collectif des précaires du Mirail. Ces deux groupes se différencient de par leurs objectifs et de par les relations

⁷ Delphy, C., 1981, « Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles », Nouvelles Questions Féministes, (2), p. 72.

⁸ Sartre, J.-P., 1980, Plaidoyer pour les intellectuels, Paris, France, Gallimard, p. 61.

⁹ Pouvoir un jour être recruté sur un poste à l'université implique d'avoir un « bon dossier », soit un nombre plus ou moins élevé de publications, de cours, d'organisation d'événements, d'engagements collectifs, etc. La plupart réalisé à titre gracieux. Dans le jargon nous disons « ça fera toujours une ligne dans le CV ». C'est cela que l'on nomme « faire du CV ».

¹⁰ Il nous semble à l'écriture que cette expression prend tout son sens ici.

qu'ils maintiennent avec l'institution universitaire mais ils regroupent des personnes partageant une même condition statutaire et une même position au sein de l'université : celle de jeunes chercheur.e.s. Ce statut est le point de départ de ces deux collectifs où un commun s'est construit, comme un « nous » vécu et expérimenté peu ou prou comme une assignation identitaire.

Se rassembler

L'Association toulousaine de recherche interdisciplinaire sur les Amériques (Atria) s'est formée en juin 2008, comme une nécessité pragmatique de « jouer le jeu » de la demande (plus ou moins explicite) de produire individuellement et collectivement, de « faire du CV » et de la valorisation pour les laboratoires. L'association est venue s'insérer dans un contexte académique favorable à l'émergence d'un groupe de « jeunes actifs », remplissant les espaces vides laissés par le manque de disponibilité des titulaires. Les événements et activités éditoriales organisés au sein de l'association ont été largement soutenus par plusieurs instances (Écoles doctorales, unités et instituts de recherche, départements, etc.), remplissant toujours les critères d'évaluation. Nous avons joué le jeu, et nous le jouons toujours, c'est-à-dire que nous nous en sommes tenues à faire ce que l'institution attendait de « nous », cela nous a permis de poser une première base de ce qui nous identifiait. En effet, nous avons fermé l'association aux titulaires et avons posé la nécessité d'avoir un espace où l'on ne ressent pas les logiques d'autorité (que nous pouvions avoir de manière individuelle avec nos directeur.trice.s de thèse, de laboratoire ou d'autres titulaires). L'association a postulé une horizontalité dans son fonctionnement¹¹. Toutes les tâches sont prises en charge par des commissions organisées en collégiales, qui se renouvellent annuellement. Nous construisons un espace qui nous est propre, espace de respiration et d'entraide qui fige pourtant une identité assignée de « jeunes » (pourtant plus si jeunes) et « d'américanistes » correspondant à la commande académique. Atria nous permet de tester et de sentir nos capacités d'organisation et de faire ensemble, d'apprendre à travailler en horizontalité et de valoriser le « collectif » au détriment de l'individuel au sein de l'université. L'association a enfin été le lieu de premières réflexions à visée transformatrice lors d'un atelier sur l'État, l'hégémonie et l'éducation populaire en Amérique Latine, qui nous a fortement marqués¹².

La deuxième expérience est celle du collectif des enseignant.e.s et chercheur.e.s précaires du Mirail, créé en 2014. Le groupe se constitue d'abord face à des problématiques propres aux départements puis s'étend à d'autres situations. Le collectif va mettre en lumière des problèmes concrets et particuliers à la condition d'enseignant.e.s et de chercheur.e.s non-titulaires mais en insérant les problématiques particulières dans un contexte plus large de détérioration des conditions de l'ensemble de travailleur.euse.s de l'université. Comme précaires, nous nous confrontons à un contexte défavorable. Il est difficile de faire valoir, face à nos collègues, la spécificité de nos conditions et la portée générale de nos revendications. Là encore, la volonté de s'organiser de manière horizontale, de faire collectif, est centrale. Il s'agit de sortir de l'isolement, des relations hiérarchiques, de se donner une voix collective et de partager nos réalités, afin de pouvoir agir sur elles.

¹¹ Le bureau d'Atria est composé de 6 co-responsables dont les rôles et responsabilités sont partagés sans distinction.

¹² http://atria.phpnet.org/association-atria/wp-content/uploads/2012/01/atelier_educ_populaire2011.pdf

Prendre place

Aujourd'hui, il nous apparaît que ces deux expériences collectives font système. Elles sont des appuis qui nous permettent de tenir dans l'environnement universitaire. Ce sont des espaces où le collectif peut prendre place, des repaires pour faire dans l'égalité, et des repères pour situer notre individualité dans un « nous ». Cet espace d'un « nous » à l'intérieur d'une structure institutionnelle et professionnelle qui tend à la fragmentation et à une individualisation des expériences a été fondamental. Ces expériences collectives ont produit une connaissance de l'environnement et une série de liens concrets qui rendent possible et légitime notre présence, pas seulement comme jeunes chercheur.e.s ou comme précaires, mais bien comme chercheur.e.s, enseignant.e.s et universitaire.s. Ainsi, nous avons obtenu de la part de l'université la dotation des salles, ces espaces sont pour nous une « dimension centrale de l'action collective »¹³, et ceci notamment en tant que groupes subalternes. Ce sont les moyens concrets de rencontres et de sociabilités entre nous : « tu vas à la réunion de rentrée d'Atria ? », « on se retrouve chez les précaires », etc. Ce sont aussi, et surtout, des moyens de partage de nos situations et de nos problèmes : « En tant que vacataire, j'ai droit au chômage ? », « Je suis obligée en tant qu'ATER de corriger des copies d'une matière que je n'ai pas donnée ? ». Ce sont des « espaces libres »¹⁴ à l'intérieur de l'institution, qui permettent la construction d'une identité collective à la fois plus assurée et plus visible face à, ou dans, l'institution. À l'analyse, il nous semble qu'il ne nous aurait pas été possible de faire le groupe de travail SSE sans les appuis concrets et symboliques, et la confiance en « nous », constitués dans et par ces espaces.

Les pratiques concrètes

Le groupe de travail Sciences sociales et émancipations se présente comme une « espèce d'espace »¹⁵ de synthèse dialectique de deux expériences apparemment contradictoires : la contestation de notre précarité dans l'institution et la réponse en tant que « bon.ne.s élèves ». Le groupe de travail SSE a été un moyen d'opérer un déplacement. Nous nous approprions l'université en problématisant non plus uniquement nos places, mais en questionnant nos pratiques d'enseignement et de recherche. Le premier mail d'invitation du groupe illustre cette synthèse :

« Ce groupe de travail prendra la forme de discussions concernant le rôle des sciences sociales dans ces logiques d'émancipation/libération, en les liant de manière pratique avec la question de l'enseignement, celle de la recherche et de ses méthodologies, celles de la restitution de nos résultats, de nos investissements dans le monde social qui nous entoure.

Il nous semble urgent, dans un monde en crise, de comprendre en quoi celui-ci affecte nos métiers et nos « productions », et de construire des pratiques de recherche et d'enseignement basées sur le collectif, l'égalité et la non-reproduction de modèles de dominations qui sclérosent aujourd'hui l'université. »

¹³ Hmed, C., 2008, « Des mouvements sociaux « sur une tête d'épingle » ? Politix, (84), p. 145-165.

¹⁴ Polletta, F., 1999. « Free spaces in collective action », Theory and Society, 28(1), p. 1-38.

¹⁵ Georges Perec, *Espaces d'espaces*, Éditions Galilée, 1974.

Le groupe de travail SSE démarre en février 2015. Onze séances à ce jour, au cours desquelles nous avons arpenté quatre ouvrages¹⁶, réalisé trois séances de réflexions et discussions collectives¹⁷, trois rencontres avec des acteur.trice.s de la recherche-action et de l'éducation populaire politique¹⁸, coordonné un débat mouvant hors les murs¹⁹. SSE est bien un groupe de travail mais qui ne vise pas de production précise ni immédiate. Nous tâtonnons sur les pratiques (de discussion, de lecture, etc.) et sur l'organisation même du séminaire (faire tourner les rôles et responsabilités, laisser la place à toutes les propositions de contenu, écrire collectivement) ; cela ne marche pas toujours. La volonté de faire évoluer le groupe et de construire quelque chose dans le temps long ne prend pas encore. L'écriture à 6 mains de ce chapitre est le premier chantier de « production » scientifique, notre premier texte public dans le sens de Scott²⁰. C'est à la fois un moment de réflexivité, de mise à l'épreuve d'une intelligence collective et un exercice de formalisation, de mise en mots de cette expérience.

Les émancipations sont l'objet de nos réflexions et une visée, un objectif. Comment à la fois penser les émancipations et nous émanciper du carcan universitaire, sans pour autant « renforcer la classe des intellectuels » ? Autrement dit, sans s'appropriier la parole, sans consolider des positions de surplomb et d'extériorité légitimées par une supposée supériorité de l'approche scientifique pour la définition de la réalité. Nous cherchons des formes et des méthodes de mise en commun, des dispositifs capables de produire des situations propices à l'échange, qui nous permettent de sortir de l'angoisse générée par nos situations. C'est le sens du sous-titre du groupe que nous trouvons en chemin, au cours de la cinquième séance : « Il n'y a pas lieu de craindre ou d'espérer mais de trouver de nouvelles armes »²¹. Bien informé.e.s sur la force de l'habitus, nous puisons dans le répertoire de l'éducation populaire pour forcer la posture de l'universitaire, favoriser une pensée collective et éprouver des modalités de rencontres qui évitent les mises en scène traditionnelles : le savant qui parle, les spectateurs qui écoutent et apprennent. Nous obtenons de beaux résultats, des discussions riches mais aussi quelques ratés comme notre premier arpentage. Nous avons commencé par un livre de Rancière, *Le philosophe et ses pauvres*²². Lors de cette première séance, le débat est passionné et teinté de colère. Le choix du livre est fortement critiqué pour l'écriture

¹⁶ Rancière, J., 1983. *Le philosophe et ses pauvres*, Paris, France, Flammarion ; Rancière, J., 2008. *Le spectateur émancipé*, Paris, la Fabrique ; Fanon, F., 1968. *Les damnés de la terre*, Paris, France, Maspero, 1968 ; Freire, P., 1974, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspero. L'arpentage est une méthode de lecture collective et simultanée qui consiste à se « partager » un ouvrage, à en lire un extrait et à restituer sa compréhension et son ressenti de cette lecture. L'arpentage est plus une image subjective du livre fabriquée par le groupe qui s'en empare qu'une lecture au sens classique.

¹⁷ Sous la forme de l'entraînement mental. « Ici, l'entraînement mental ne vaut qu'en tant qu'il s'inscrit dans la perspective d'une réappropriation de notre "pouvoir penser" en vue de dépasser l'existant. Non pas pour penser à ceci ou à cela, c'est à dire "pour réfléchir à", par exemple "à" la misère du monde, mais pour penser le monde de la misère générée par ces logiques d'exploitation, d'aliénation, de relégation, individuelles et collectives qui, fortes de leur institutionnalisation, s'entre-valident à l'infini. » écrivions-nous dans une note explicative.

¹⁸ Avec la SCOP d'éducation populaire *Vent debout* autour des « outils de l'éducation populaire », avec Françoise Guillemaut et Krystel Odobet autour de la recherche-action dans des associations de santé communautaire, avec Myriam Cheklab et Marie Carrère autour du théâtre de l'opprimé.

¹⁹ « Qu'est-ce qu'on va bien pouvoir faire des intellectuels et de leurs productions ? Débat mouvementé sur l'usage des savoirs dans les émancipations » au festival d'éducation populaire *Le vent se lève*, à Toulouse les 13, 14 et 15 mai 2016.

²⁰ Scott, J.C., 2008. *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam.

²¹ Deleuze, G., 1990, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *L'autre journal*, (1).

²² Rancière, J. 1983, op. cit.

complexe de son auteur et le foisonnement de références implicites qui rendent la lecture ardue. Violence du langage universitaire qui révolte d'autant plus qu'il s'agit d'un texte traitant d'une intervention des intellectuel.le.s qui ne reproduise pas la hiérarchie des intelligences. Les lectures suivantes seront mieux digérées, mais la question de l'écriture se posera souvent. « Tous désarmés face au fond on finit par critiquer la forme », lit-on dans un compte-rendu de séance. Ces façons de faire, reliées aux thématiques dont nous parlons (les situations d'enseignement, les positionnements dans l'enquête, l'utilité de nos recherches...) deviennent performatives. Elles participent à mieux déconstruire nos positions sociales, nos pratiques dans les cours, sur le terrain, dans le monde académique, dans la société. Quelques personnes suivent les séances de manière régulière, d'autres ne viennent qu'une fois. Le moment de sortir les agendas pour se revoir est toujours douloureux : le manque de temps, toujours. Il ne nous est pas facile de faire groupe. Chaque heure de séminaire est pour autant une heure arrachée à la course au CV, à la publication, à l'utilitarisme universitaire.

SSE, PRODUIRE UN ESPACE HABITABLE

Il nous semble que ces différentes expériences répondent à la même nécessité, rester vivant dans l'université, et relèvent de la même logique, la production d'un espace permettant la construction du collectif. Un espace, indissociablement temps et lieu, qui nous offre gîte et couvert, nous protège et nous nourrit : un espace habitable. Pour autant la formation de collectifs n'est pas en soi source d'émancipation. Le passage du « moi » au « nous » est un processus qui n'est ni simple ni rapide, c'est une construction au fur et à mesure, faite d'actions quotidiennes. Nous participons d'ailleurs à d'autres associations nationales relatives à nos disciplines, à des laboratoires, des départements, etc. Cependant, ces collectifs sont l'assise de relations de pouvoir et d'asymétries qui se reproduisent lors de chaque rituel institutionnel. Dans ce sens, quand nous participons à ces collectifs, c'est en tant que subalternes, dans une pseudo-participation comme le dit Freire²³.

Se défaire de l'assignation

Lors des expériences collectives citées ci-dessus, le « nous » s'est construit à partir d'actions qui engagent les participant.e.s. Il ne s'agit pas de reconstruire une « identité » surplombante mais de recomposer des identifications avec certains idéaux et valeurs liés à notre métier : comme la coopération dans l'action, la liberté de parole, la critique bienveillante, etc. L'association Atria nous permet de sortir des impasses posées dans nos recherches individuelles en collectivisant le travail dans un environnement professionnel de plus en plus individualisé. Le collectif des précaires, quant à lui, permet l'émergence d'un « nous » engagé dans un processus politique, c'est un « nous » comme lieu de conscientisation relative à nos positions subalternes dans le système universitaire. Le collectif accomplit ici la fonction de pédagogie critique de la conscience²⁴, de récupération progressive de notre « humanité ». Ce qui est commun, au final, est moins la construction d'une identité qu'une façon d'établir des relations, de faire des choses ensemble, de partager des temps et

²³ Freire, P., 1974, op. cit.

²⁴ Ibid.

des espaces. Le « nous » que ces deux collectifs construisent est un « nous assigné ». L'assignation peut-être auto-assignée mais elle ne reste pas moins un processus de pouvoir énonciatif, social et corporel où il y a une « invitation » à occuper une place précise, autrement dit à occuper une fonction, un statut et un rôle dans la structuration d'un espace social. À titre d'exemple, une après-midi où les trois organisateur.trice.s buvaient un café, des titulaires qui passaient par là, très amicalement, nous ont interpellés : « Ça va les enfants ? », « Alors, on prépare la révolution ? », etc. Toutes proportions gardées cela rappelle le « Tiens ! un nègre » de Fanon²⁵, une assignation relevant du paternalisme ou de la méfiance. Il ne s'agit pas seulement de phénomènes langagiers, ils s'inscrivent dans et prescrivent la mise en ordre des parts et des places au sein de l'université. La création du groupe de travail SSE apparaît dans cette nécessité de faire sécession avec cette distribution des rôles. Sortir des espaces assignés, sans perte et sans fracas, dans un glissement imperceptible et silencieux, nous nous attachons non plus tant à produire du collectif qu'à produire un espace de pratiques et de relations. Le « nous » lâche et sans dénomination collective du séminaire apparaît comme un élément disjonctif d'un « nous » assigné et « identitaire ».

Habiter

Notre premier objectif est de proposer un séminaire qui ne soit pas l'assise de relations de pouvoir et d'asymétries, sans pour autant produire un « entre nous », un entre « jeunes chercheur.e.s ». Nous cherchons un « nous » flexible qui sache tout aussi bien accueillir que protéger. Nous faisons le pari que cette consistance collective, à la croisée d'un idéal et d'une position, ne pourra résulter que de pratiques. Pratiques qui nous engagent aussi à interroger notre rapport au monde comme « universitaires », puisque, bien que non titulaires, nous entrons dans cette catégorie. Les émancipations se posent comme une interrogation fondatrice du groupe de travail : comment les sciences sociales participent de celles-ci ? Dès les premières réunions nous nous sommes posés la question de sortir de l'université, de faire du lien avec des personnes qui auraient besoin du savoir pour s'émanciper, de poser la question classique du rôle des intellectuel.le.s et des savoirs. Mais très rapidement, nous avons constaté que nous étions nous-mêmes dans une situation de domination et que dès lors il était prétentieux de chercher à aider les autres. Nous avons décidé de nous aider nous-mêmes et c'est dans cette continuité que nous avons rencontré « un extérieur ». L'émancipation que nous cherchons passe par nos positions et nos pratiques. Elle est à la fois notre émancipation et celle du monde, non pas dans une équivalence mais dans un souci d'être l'objet de notre intervention et de partager avec d'autres sujets de préoccupations. Nous avons ouvert des espaces à des non-universitaires par capillarité, parce que nous avons besoin d'elles et d'eux. Nous jouons le jeu de l'égalité des intelligences et pas seulement entre pairs. Ce qui se met en pratique est encore un espace, cette fois fait de perruques, de tactiques de détournement et de contournement²⁶, un espace qui n'expose pas, ne s'expose pas. Habiter l'université, c'est donner du temps à des pratiques qui nous construisent collectivement : chercher un espace de réflexion collective, du temps, un lieu, une régularité pour se trouver, se connaître et se reconnaître. C'est ce que nous essayons de faire lors des séminaires organisés par le groupe SSE.

« Une “existence sociale” qui se voudrait et se dirait “réelle” mais ne produirait pas son espace, resterait une entité, une sorte d'abstraction très particulière ; elle ne sortirait pas de l'idéologique,

²⁵ Fanon, F., 1952, *Peau noire, masques blancs*, Paris, France, Le Seuil.

²⁶ de Certeau, M., 1980, *L'invention du quotidien. 1. L'art de faire*, Paris, France, Union générale d'édition.

voire du “culturel”. Elle tomberait dans le folklore, et tôt ou tard dépérirait, perdant à la fois son identité, sa dénomination, son peu de réalité. »²⁷

Conclusion

Nous nous comprenons donc comme dans un processus où, depuis notre place de bon.ne.s élèves, depuis nos statuts de jeunes chercheur.e.s et nos luttes d’enseignant.e.s précaires s’est construit progressivement un espace, canevas de pratiques et d’échanges. C’est ce qui nous permet aujourd’hui d’élaborer ce groupe de travail comme une tactique de résistance, pour rester au sein de l’institution sans pour autant se conformer, ni non plus prendre la place, attendue, des « anti-conformistes ». Nous ne cherchons nul éclat, nulle rupture, nous balbutions nos objectifs. Le plus important est sans doute de garder la conscience de notre position ambiguë : dominée dans l’université, dominante au dehors. Sortir de cette « schizophrénie » implique de déconstruire nos propres positions d’autorité, non pas pour les annuler mais pour en assumer les responsabilités, pour en subvertir les conséquences. C’est nous positionner du côté des dominés (dans l’université, dans la société) et prendre à bras le corps ce qui nous émeut, ce qui nous motive à prendre part et place, les multiples scandales qui nous poussent à comprendre et à connaître pour participer de la transformation du monde et de la beauté des choses. Ainsi, nous tentons de nous prémunir de ce que Delphy appelle la dépassionalisation des problèmes, centrale dans l’ethos universitaire, tendant à faire croire au mythe de la Science sans passion, sans position. Au contraire, comme elle, nous dirons que nous persisterons dans notre être en restant en colère, ce qui reste sans aucun doute la chose la plus difficile à l’université : « Car il n’est pas facile, contrairement à ce que l’on croit, d’être et surtout de rester en colère. [...] Or, notre seule arme contre la trahison potentielle inscrite dans notre statut d’intellectuelles, c’est précisément notre colère. »²⁸

²⁷ Lefebvre, H., 1974, *La production de l’espace*, Paris, France, Éditions Anthropos, p. 61.

²⁸ Delphy, C., 1981, « Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles », *Nouvelles Questions Féministes*, (2), p. 73.